

AIDE INTERNATIONALE : COMMENT ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS PAUVRES?

La pauvreté qui sévit dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, constitue l'un des plus importants défis de notre époque. Un milliard de personnes survit encore avec moins d'un dollar par jour et 30 000 enfants meurent quotidiennement de maladies ou de malnutrition¹.

Le colonialisme et l'esclavage ont certainement laissé leur marque, mais comment les tenir responsables de l'extrême pauvreté de l'Afrique subsaharienne quand des régions comme Hong-Kong et Singapour prouvent qu'il est possible de réaliser de véritables miracles économiques en dépit d'un passé colonial?



Cette Note économique a été préparée par **Nathalie Elgrably**, économiste à l'IEDM et chargée de formation à HEC Montréal.

Quant à l'esclavage, s'il constitue indéniablement une période sombre de l'Histoire, il ne suffit pas à tout expliquer. La Côte d'Ivoire, par exemple, était l'un des pays les plus prospères d'Afrique tropicale après son indépendance en 1960. Ce n'est que plus tard, longtemps après la fin de l'esclavage, que ce pays s'enlisa dans un marasme économique et plongea sa population dans la misère.

L'inefficacité de l'aide internationale actuelle

Depuis cinq décennies, les pays riches ont versé 2300 milliards \$ en aide internationale². L'Afrique, la région du monde qui reçoit le plus d'argent des pays riches, a reçu à elle seule 830 milliards \$³. Pourtant, elle demeure la plus pauvre de la planète malgré son potentiel économique énorme, ses réserves de pétrole et ses ressources minières importantes. À titre de comparaison, en 1960, la Corée du Sud était aussi pauvre que le Ghana et la Zambie. Aujourd'hui, elle fait partie du groupe des pays les plus riches et consacre une portion de son PIB à l'aide au développement.

L'aide internationale bénéficie de la faveur populaire, puisque l'extrême pauvreté ne

laisse personne indifférent. Malheureusement, non seulement cette aide n'a pas atteint ses objectifs, mais la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont subi une réduction de leur niveau de vie au cours des dernières décennies. Par exemple, de 1975 à 2000, le PIB par habitant en Afrique subsaharienne a diminué à un taux annuel moyen de 0,6 %⁴. Ces pays ont régressé pendant les années 1990 malgré une aide annuelle équivalente en moyenne à 12 % de

leur PIB⁵. Entre autres, la Sierra Leone a vu son niveau de vie régresser de 5,8 % par année de 1980 à 2002, et ce malgré une aide équivalant à 15 % de son PIB. Au cours de la même période, la Zambie s'est appauvrie à un rythme de 1,8 % de son PIB par année en dépit d'une aide équivalant à 20 % de ce dernier⁶. Les recherches empiriques montrent qu'il n'existe pas de lien entre l'aide internationale et la croissance économique. Par exemple, un chercheur⁷ conclut que l'aide internationale ne permet ni d'augmenter l'investissement ni d'améliorer les indicateurs de développement humain. Par contre, il observe qu'elle occasionne une augmentation de la taille de l'État.

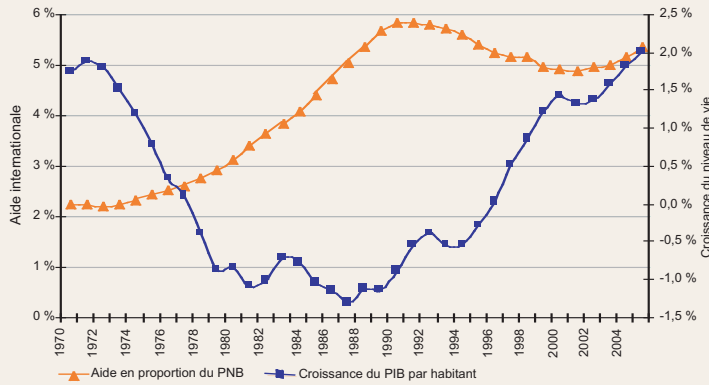


cherches empiriques montrent qu'il n'existe pas de lien entre l'aide internationale et la croissance économique. Par exemple, un chercheur⁷ conclut que l'aide internationale ne permet ni d'augmenter l'investissement ni d'améliorer les indicateurs de développement humain. Par contre, il observe qu'elle occasionne une augmentation de la taille de l'État.

1. Voir Jeffrey Sachs, *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, Penguin Books, 2005.
2. William Easterly, *How Will Greater Foreign Aid Help The Poor This Time?*, Heritage Foundation, juillet 2006.
3. Sarath Rajapatirana et Deepak Lal, *The Triumph of Hope Over Experience*, American Enterprise Institute, août 2007.
4. Thompson Ayodele, Franklin Cudjoe, Temba A. Nolutshungu et Charles K. Sunwabe, *African Perspectives on Aid: Foreign Assistance Will Not Pull Africa Out of Poverty*, Cato Institute, septembre 2005.
5. Nancy Birdsall, Dani Rodrik et Arvind Subramanian, « How to Help Poor Countries », *Foreign Affairs*, juillet/août 2005.
6. William Easterly, *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good*, Penguin Press, 2006, p. 347.
7. Peter Boone, « Politics and the Effectiveness of Foreign Aid », *European Economic Review*, vol. 40, no 2 (février 1996), p. 289-329.

FIGURE 1

Aide internationale et croissance du niveau de vie en Afrique subsaharienne



Source : Banque mondiale, *World Development Indicators* 2007.

La Figure 1 montre que les pays riches ont fait preuve d'une générosité croissante envers l'Afrique, mais que leurs efforts pour vaincre la pauvreté sont restés vains. Plusieurs raisons expliquent l'inefficacité de l'aide internationale. D'une part, l'aide est fondée sur l'hypothèse voulant que les pays africains subissent la pauvreté parce qu'ils manquent de ressources financières. Or, le succès économique dépend avant tout des habiletés des individus et du contexte institutionnel au sein duquel ils évoluent⁸.

D'autre part, l'aide internationale occasionne des effets pervers, par exemple en favorisant une lutte interne pour le contrôle des fonds et en attisant la cupidité de groupes peu intéressés au bien-être collectif. Depuis plusieurs décennies, à peine 20 % des sommes envoyées aux pays africains se rendent aux populations dans le besoin afin d'apaiser la misère⁹. La différence sert souvent à acheter des armes ou est détournée par des dirigeants corrompus et transférée dans des comptes de banques occidentales. Quant aux sommes qui restent dans le pays, elles contribuent au favoritisme et à la politisation de l'activité économique, ce qui alimente la corruption et entretient une gouvernance malsaine.

Même en excluant ces problèmes, l'aide internationale actuelle n'est pas nécessairement efficace sur le plan économique. Comme les gouvernements financent souvent des projets dans lesquels le secteur privé refuse d'investir, l'aide est canalisée vers des projets non rentables. Par exemple, elle a permis au

gouvernement nigérien de construire en 1979 une aciérie au coût de 5 milliards \$. Près de trente ans plus tard, cette aciérie n'a toujours rien produit¹⁰!

La Figure 1 témoigne donc d'un cercle vicieux : la pauvreté incite les pays riches à aider l'Afrique subsaharienne, mais l'aide occasionne des effets pervers et une mauvaise allocation des ressources qui, à leur tour, augmentent la pauvreté qui incite les pays riches à augmenter de nouveau leur aide, etc. Pour briser ce cercle, il faudra choisir entre abolir les programmes d'aide internationale ou les modifier profondément.

Les moteurs de croissance

Alors que les pays d'Asie de l'Est étaient aussi pauvres que ceux d'Afrique subsaharienne il n'y a pas si longtemps, ils ont vécu une croissance si importante qu'elle mérite qu'on s'y attarde. Par exemple, Singapour a vu son niveau de vie augmenter de 1048 % entre 1960 et 2005, alors que celui de la Côte d'Ivoire ne s'est amélioré que de 2 % et celui du Zimbabwe a régressé de 9 %. Pourquoi l'Asie a-t-elle réussi là où l'Afrique a échoué?

Au cours des 50 dernières années, les pays d'Asie de l'Est ont ouvert leurs marchés, facilité les exportations, maintenu des tarifs minimales sur les importations, éliminé les quotas et laissé flotter le taux de change de leur monnaie. Des études démontrent d'ailleurs que plus les pays sont ouverts, plus ils sont riches (voir Figure 2) et plus leur croissance économique est rapide¹¹. La croissance moyenne des pays les plus ouverts a été de 5 % au cours des années 1990, alors que celle des pays fermés n'a été que de 1,4 %¹². Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que les échanges améliorent l'allocation des ressources, permettent de tirer des gains de la spécialisation, d'inciter les producteurs à améliorer leurs méthodes de production et de bénéficier d'économies d'échelle.

S'ils souhaitent réellement aider, les pays riches devraient en premier lieu réduire leurs tarifs douaniers et cesser de subventionner leurs agriculteurs. Leurs mesures protectionnistes

Les recherches empiriques montrent qu'il n'existe pas de lien entre l'aide internationale et la croissance économique.

8. P.T. Bauer, *Reality and Rhetoric: Studies in the Economics of Development*, Harvard University Press, 1984, p. 43.

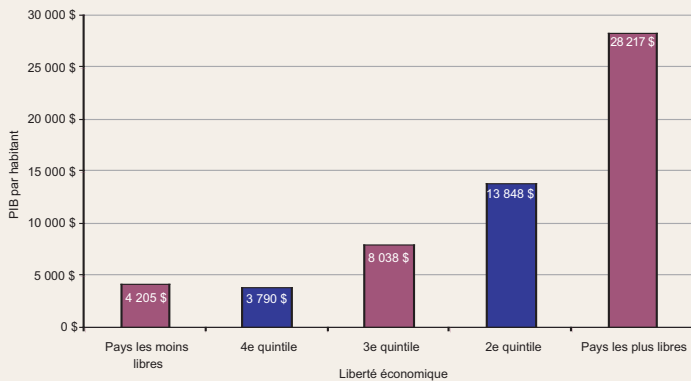
9. Christopher Preble et Marian L. Tupy, *Trade, Not Aid*, Cato Institute, juin 2005.

10. William Easterly, *op. cit.*, note 6, p. 51.

11. James Gwartney et Robert Lawson, *Economic Freedom of the World: 2007 Annual Report*, Institut Fraser, 2007.

12. Paul Collier et David Dollar, *Globalization, Growth, and Poverty: Building an Inclusive World Economy*, Banque mondiale et Oxford University Press, 2002, p. 5.

FIGURE 2
PIB par habitant en fonction de la liberté économique



Source : Heritage Foundation, *Index of Economic Freedom*, 2008.

nuisent au développement de l'Afrique subsaharienne et on ne peut espérer l'aider sans les abolir ou, au moins, les réduire substantiellement. Mais l'Afrique subsaharienne a également un rôle à jouer dans la libéralisation des échanges, car elle est l'une des régions les plus protectionnistes de la planète. Alors que les pays riches ont réduit leurs tarifs moyens de 84 % entre 1983 et 2003, l'Afrique subsaharienne ne les a réduits que de 20 %. De plus, les barrières non tarifaires de l'Afrique subsaharienne sont quatre fois plus importantes que celles des pays riches¹³. Comme le protectionnisme est un obstacle à la croissance économique, les gouvernements africains devraient libéraliser leurs échanges avec le reste de la planète, quelles que soient les politiques adoptées par les pays développés. Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan, pour ne nommer qu'eux, ont fortement bénéficié d'une libéralisation unilatérale, et l'Afrique subsaharienne ne devrait pas craindre d'en faire autant.

Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan ont fortement bénéficié d'une libéralisation commerciale unilatérale et l'Afrique subsaharienne ne devrait pas craindre d'en faire autant.

Néanmoins, si la libéralisation des échanges est nécessaire au développement de l'Afrique subsaharienne, elle reste insuffisante. Il faut également créer un contexte économique favorable à l'initiative privée et aux échanges commerciaux qui permettrait à chacun de faire preuve d'esprit d'entreprise, de jouir du fruit de ses succès et d'assumer la responsabilité de ses

échecs. En d'autres termes, mettre en place la liberté économique, sans laquelle aucun pays ne peut se développer.

La Heritage Foundation et le Wall Street Journal publient chaque année leur *Index of Economic Freedom* qui analyse le degré de liberté économique de 162 pays en fonction de dix variables représentatives telles que la liberté de faire des affaires et la facilité avec laquelle on peut investir ou prendre part à des échanges commerciaux. Leurs résultats (voir Figure 2) montrent que les pays les plus riches sont également les plus libres. Il ne s'agit pas d'une simple corrélation, mais bien d'une relation de cause à effet : la liberté économique provoque la croissance du niveau de vie¹⁴.

Ce lien de causalité peut s'expliquer par le fait que les rigidités du marché du travail, la bureaucratie, une fiscalité gourmande, la corruption et les obstacles aux échanges freinent la croissance économique, car ils font augmenter le coût de toute activité. Par conséquent, on étouffe les initiatives entrepreneuriales et on incite les gens les plus talentueux à s'exiler dans des pays qui offrent un climat plus propice aux affaires.

Le lien entre la liberté économique et la prospérité est également observé en Afrique subsaharienne où les pays les moins opprimants sont les plus riches¹⁵. À l'échelle mondiale, c'est également dans les pays les plus libres qu'on enregistre les plus faibles taux de chômage, d'inflation et de mortalité infantile, les investissements étrangers les plus nombreux, la plus longue espérance de vie, le plus bas taux de corruption et la plus grande qualité de l'environnement. C'est également dans les pays les plus libres que les libertés individuelles sont le mieux respectées¹⁶.

Or, en plus d'être fortement protectionnistes, les pays d'Afrique subsaharienne sont marqués par l'oppression politique, le dirigisme économique, la corruption, l'absence de la primauté du droit (y compris en matière de propriété privée) et le mépris des libertés individuelles. Par exemple, il faut 233 jours pour démarrer une entreprise en Guinée-Bissau, et 119 jours en Angola. Par contre, il n'en faut que deux en Australie et trois au Canada¹⁷. Le taux marginal d'imposition des revenus est de 65 % au Tchad, de 60 % en Côte d'Ivoire, et 50 % au Gabon et au Sénégal. Quant à l'impôt des entreprises, il atteint 40 % au Tchad et oscille entre 37 et 39 % au Cameroun, au Bénin, au Togo et au Congo.

13. Marian L. Tupy, *Trade Liberalization and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa*, Policy Analysis no 557, Cato Institute, décembre 2005.

14. John Dawson, « Causality in the Freedom Growth Relationship », *European Journal of Political Economy*, vol. 19, no 3 (septembre 2003), p. 479-495.

15. Brett D. Schaefer, *Economic Freedom: The Path to African Prosperity*, Heritage Foundation, février 2003.

16. Gwartney et Lawson, *op. cit.*, note 11, p. 23-27.

17. Heritage Foundation et Wall Street Journal, *Index of Economic Freedom*, 2008.

Comment améliorer l'aide internationale?

Puisque la liberté économique est essentielle au développement, l'aide octroyée aux pays pauvres doit la favoriser et privilégier des réformes institutionnelles profondes, comme l'application de droits de propriété clairement définis. Dans les pays pauvres, les individus cultivent la terre et utilisent les ressources disponibles, mais très peu possèdent des titres de propriété, sans lesquels personne ne sait qui possède quoi. Il devient donc impossible de vendre son actif, de l'assurer, ou de s'en servir pour garantir un emprunt. Selon Hernando de Soto¹⁸, près de 80 % des habitants de la planète vivent sans droits de propriété, ce qui signifie que des milliards de dollars d'actifs sont inaccessibles alors qu'ils pourraient contribuer à la croissance économique. En pratique, cela signifie que des cultivateurs et des entrepreneurs n'osent pas investir, car ils n'ont pas la certitude de pouvoir jouir du fruit de leur labeur. Il faut protéger les droits de propriété, d'où la nécessité de mettre en place des systèmes de justice pénale (pour punir le vol et la fraude) et civile (pour garantir le respect des ententes contractuelles).

Les pays riches pourraient également aider l'Afrique subsaharienne à développer le micro-crédit, soit l'attribution de prêts minimes à des entrepreneurs ou à des artisans considérés non solvables. Le microcrédit encourage la réalisation de projets à l'échelle locale, ce qui favorise un développement plus efficace que certaines initiatives gouvernementales d'envergure qui ne profitent qu'aux plus riches. Le microcrédit

donne de meilleurs résultats que l'aide intergouvernementale ou que la remise de dette, car il permet aux individus de trouver eux-mêmes les moyens d'améliorer leur sort, en plus de faciliter la mobilité sociale et l'expansion d'une classe entrepreneuriale.

Il serait également opportun d'encourager le recours au secteur privé pour la réalisation de projets d'infrastructures, tout en invitant les entreprises locales à participer. Ceci permettrait d'éviter les éléphants blancs, de démarrer des projets cohérents avec l'économie locale et les contraintes mondiales, et de promouvoir des méthodes de travail et de production efficaces. Toutefois, il faudra s'assurer que le secteur privé lui-même ne devienne pas l'otage de dirigeants corrompus.

Il faut dépasser les bonnes intentions et le populaire recours aux célébrités en lieu de politiques d'aide internationale pour s'attaquer de manière réaliste et crédible aux racines des problèmes de sous-développement. Trop de programmes et de politiques de développement sont définis pour servir d'abord les intérêts du pays donateur.

Finalement, pour permettre à l'Afrique de se sortir de son bourbier rapidement, les pays riches devront réformer l'aide internationale de manière à améliorer ses institutions, à rendre ses dépenses publiques transparentes et à améliorer les fonctions législatives et judiciaires. Ils devront également voir à ce que l'Afrique subsaharienne s'intègre à l'économie mondiale, abatte les obstacles à l'entrepreneuriat, établisse la primauté du droit et promeuve une saine gouvernance.

Près de 80 % des habitants de la planète vivent sans droits de propriété, ce qui signifie que des milliards de dollars d'actifs sont inaccessibles.



Institut économique de Montréal
6708, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
Canada H2S 2M6
Téléphone (514) 273-0969
Télécopieur (514) 273-2581
Site Web www.iedm.org

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un institut de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il œuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes, l'IEDM n'accepte aucun financement public.

Abonnement annuel aux publications de l'Institut économique de Montréal : 125,00 \$.

Présidente du conseil :
HÉLÈNE DESMARAIS

Président :
PAUL DANIEL MULLER

Vice-président et économiste en chef :
MARCEL BOYER

Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source.

Institut économique de Montréal
© 2008

Imprimé au Canada

Illustration :
Benoit Lafond

Infographie :
Valna inc.

18. Hernando de Soto, « The Secrets of Nonsuccess », *TIME Magazine*, 16 avril 2001.